

Au cours de l'année écoulée, la communauté mondiale a bien sûr pris des mesures d'importance critique pour affronter ce grand défi économique et financier. Une coopération internationale essentielle a été réalisée entre les secteurs publics et privés, du moins sur une base ponctuelle. Un certain nombre de pays qui connaissent de sérieuses difficultés ont adopté des mesures d'ajustement avec l'aide du FMI. Un accord a été aussi réalisé pour l'élargissement des accords généraux d'emprunt et sur la Huitième révision générale des quotes-parts, qui doubleront les ressources que le FMI peut affecter à des prêts. La question d'une allocation supplémentaire de DTS est activement étudiée par le FMI en vue de permettre au Directeur général du Fonds de présenter une recommandation à ce sujet lors des réunions annuelles FMI/BIRD en septembre. La Banque mondiale a récemment approuvé un programme spécial d'action qui accélérera le décaissement de quelque \$2 milliards dans les pays emprunteurs. Des ententes ont également été conclues sur la reconstitution des ressources des trois grandes banques régionales de développement. Enfin, il a été possible de rééchelonner la dette d'un nombre croissant de pays. Il faut se féliciter de ces divers efforts. Toutefois, ils ne constituent pas en soi un motif de auto-satisfaction, étant donné que cette approche globale est fortement tributaire d'une reprise prochaine et du maintien de l'octroi de crédits bancaires aux PMA. La réaction, à ce jour, des efforts banques commerciales, me paraît encourageante.

Cette approche doit bien sûr être dans la mesure du possible complétée en donnant au processus de reprise une dimension supplémentaire, celle de l'expansion du commerce mondial. Si nous voulons que les pays en développement profitent de la reprise, il nous faut reconnaître les impératifs opérationnels de l'interdépendance: nous avons certes besoin de leurs marchés et de leur demande, mais eux aussi ont besoin de recettes d'exportation qui leur permettront d'acheter nos biens et nos services.

De plus, la préoccupation actuelle devant le problème de financement et d'endettement auquel font face nombre de grands pays en développement tend à reléguer au second plan le sort tragique réservé à une large part de l'humanité dans les pays les plus pauvres.

Malgré les énormes besoins de ces pays, deux développements troublants se sont fait jour et suscitent de grandes préoccupations. Le premier est la réduction ou, au mieux, la progression désespérément lente des apports d'aide des membres du CAD au cours des deux dernières années. En ce qui concerne le Canada, le gouvernement demeure engagé à atteindre, d'ici à 1985, le niveau de 0,5% pour le coefficient APD/PNB, et de mettre en oeuvre tous les efforts possibles pour parvenir, en 1990, à un coefficient de 0,7%.